

Dix nouvelles mesures contre le harcèlement à l'école

Paris, 3 juin 2019 (AFP) -

Un kit anti-harcèlement pour les écoles et collèges, un réseau d'aide départemental, une formation de l'ensemble des acteurs scolaires à la prévention du harcèlement...: le ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer, a présenté lundi dix mesures pour lutter contre ce fléau.

À l'occasion de la cérémonie de remise des prix aux lauréats 2019 du concours "Non au harcèlement !", le ministre a rappelé qu'il s'agissait d'un "sujet central pour la société française puisqu'environ 10% des enfants sont concernés à un moment ou un autre".

Si 7% des collégiens se disaient harcelés en 2015, ils n'étaient plus que 5,6% en 2018, selon lui. Mais le cyberharcèlement concerne, lui, davantage d'élèves: 9% des collégiens en 2018 contre 4,5% en 2015.

Le harcèlement s'est aussi imposé parmi les thèmes de préoccupation des Français pendant le grand débat national, a-t-il souligné.

Pour lutter contre ce fléau, le ministre a présenté lundi "dix mesures nouvelles".

Le droit des élèves à suivre une scolarité sans harcèlement va ainsi être inscrit dans le code de l'éducation, et donc "consacré par la loi".

Un programme anti-harcèlement "clé en main" sera proposé aux écoles et aux collèges: une équipe sera spécifiquement formée à la prise en charge des situations de harcèlement et 10 heures d'apprentissage par an seront consacrés à ce sujet.

La qualité du climat scolaire sera aussi mesurée dans chaque établissement par le nouveau Conseil national de l'évaluation du système scolaire, créé par la loi sur l'école de la confiance, en discussion au Parlement.

Une formation sera proposée à "l'ensemble des acteurs" pour prévenir le harcèlement.

Parmi les autres mesures, les établissements scolaires pourront être épaulés par "un réseau départemental d'intervention", en cas de situation de harcèlement complexe.

Brigitte Macron, qui accompagnait le ministre, s'est déclarée "très contente" de ces mesures "concrètes". "Très vite, il faut expliquer aux enfants les dangers" du harcèlement, a dit l'épouse du chef de l'Etat, ancienne professeure très engagée sur le sujet. "Il y a une seule urgence: en parler", a-t-elle aussi déclaré.

ito/blb/sp

Afp le 03 juin 19 à 18 08.